

Le projet de la Baie-James, ou la volonté de redéfinir le nord québécois

Mathieu Roy

Numéro 140, hiver 2020

Modernisation, transformation et mutation : le Québec dans la mire des jeunes historiens

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92639ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roy, M. (2020). Le projet de la Baie-James, ou la volonté de redéfinir le nord québécois. *Cap-aux-Diamants*, (140), 4–8.

LE PROJET DE LA BAIE-JAMES, OU LA VOLONTÉ DE REDÉFINIR LE NORD QUÉBÉCOIS

par Mathieu Roy

« **L**e développement de la Baie-James est la clé du progrès économique du Québec, c'est la clé également de son progrès social et de sa stabilité politique : c'est l'avenir du Québec ». Avec ces paroles devenues célèbres, le premier ministre Robert Bourassa annonce en 1971 le projet de la Baie-James visant à développer le potentiel hydroélectrique de ce vaste territoire. Au cours des décennies qui ont suivi l'annonce, l'exploitation de cette région du Moyen-Nord a occupé beaucoup de place dans les débats politiques au Québec. Rappelons que cela se produit dans un contexte mouvementé où les questions constitutionnelles, environnementales et sociales retiennent l'attention. Comme en témoigne justement Bourassa par ces paroles, il s'agit d'un projet qui a mobilisé bon nombre de représentations symboliques et identitaires au sein de la société québécoise. Depuis les années 2000, les représentations associées au contrôle de l'hydroélectricité à la Baie-James ont retenu l'attention d'historiens et de géographes, tels Stéphane Savard et Caroline Desbiens. Ces derniers ont exploré tour à tour la vision de la modernité économique qui a été promue par le projet, la représentation naissante d'un Québec vert et soucieux de l'environnement, le nouveau paysage culturel qui a pris forme à la Baie-James, les liens entre l'hydroélectricité et l'identité qué-



Le premier ministre Robert Bourassa annonçant le projet de la Baie-James, en 1971. (BAnQ numérique).

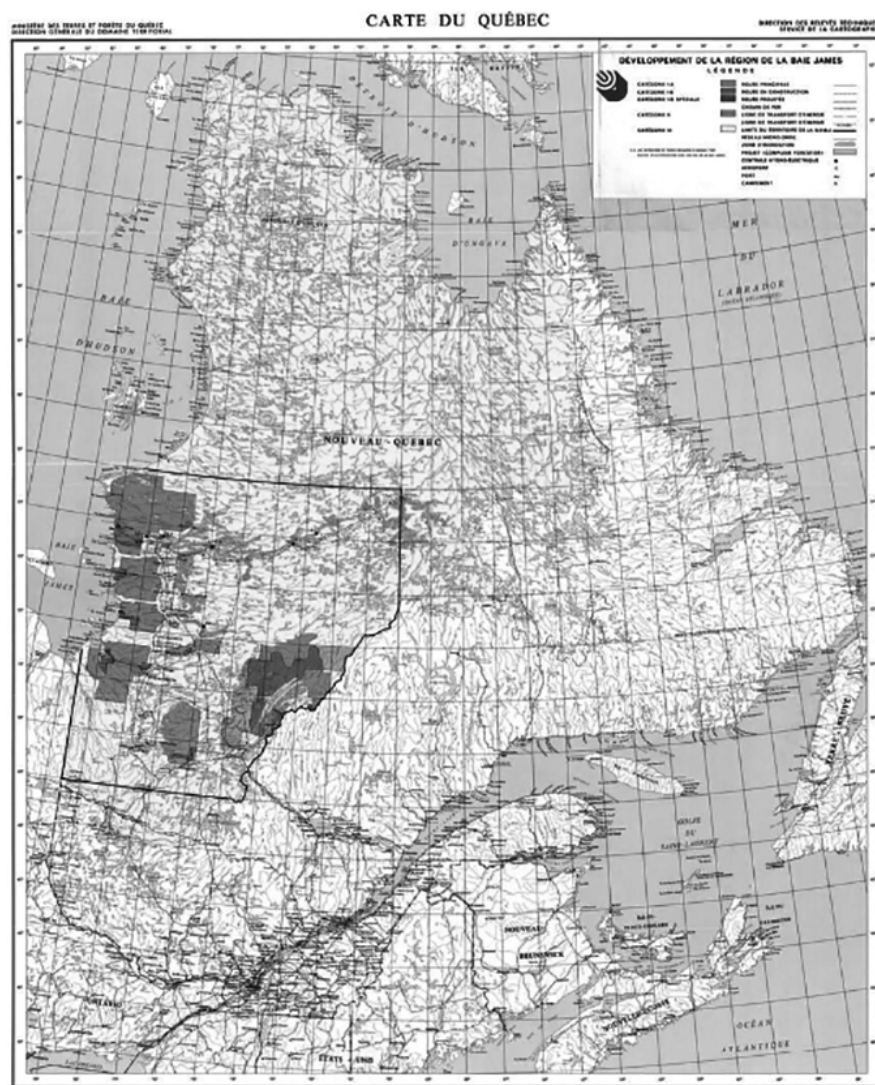
bécoise et la promotion politique d'un État par le truchement des ressources hydroélectriques. Le présent article s'inscrit dans la continuité de ces récentes recherches. Il aborde la conception de la

nordicité mise de l'avant par les administrateurs du projet de la Baie-James et les structures de gouvernance à la suite du lancement de la phase 1 du complexe La Grande (1971-1984), soit la Société

d'énergie de la Baie-James (SEBJ), une filiale d'Hydro-Québec, et la Société de développement de la Baie-James (SDBJ), toutes deux créées pour mener à terme l'aménagement du territoire. J'entends ici par *nordicité* la « référence à l'état perçu, réel, vécu et même inventé » du Nord, comme le propose le géographe Louis-Edmond Hamelin.

UNE TERRE D'AVENIR

Tout d'abord, dès l'annonce du méga-complexe hydroélectrique, ses promoteurs lui donnent une portée symbolique et identitaire, le plaçant dans une entreprise collective où il joue un rôle émancipateur pour la société québécoise, qu'il transforme en une nation avant-gardiste, tournée vers le progrès technique et socioéconomique ainsi que vers l'avenir. Les promoteurs du projet avancent l'idée d'un espace nordique comme un territoire à conquérir, à coloniser et à s'approprier. Lors d'une émission télévisée intitulée *Politique atout*, Robert Bourassa affirme le 7 novembre 1972 : « On se retrouve d'une façon pratique, concrète et bien réelle, à conquérir le Nord-du-Québec, à faire reculer les frontières du Québec moderne [...] ». Il est difficile en prenant acte de telles paroles de ne pas y voir une similitude avec le mythe de la frontière américaine qui s'est développé au cours du XIX^e siècle, où cette dernière incarnait l'avancement du front pionnier et de la civilisation vers l'Ouest. En effet, l'idée du recul de cette frontière intérieure du Québec moderne et de conquête du Nord témoigne d'une volonté de faire société différemment avec ce territoire en se l'appropriant et en y poursuivant les ambitions économiques des Québécois de la vallée laurentienne. Comme l'a démontré Caroline Desbiens dans *Puissance Nord; territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*, les acteurs politiques et économiques du projet cherchent à universaliser une vision de l'exploitation des ressources avantageuse pour le Sud, au détriment



Carte géographique montrant l'ampleur du projet de la Baie-James (Ministère des Terres et Forêts du Québec, 1976.) (BANQ).

des populations autochtones du Nord. Cette vision se veut assurément en rupture avec la manière dont le territoire de la Baie-James a été administré au cours des décennies précédentes, alors que celui-ci était peu intégré aux ambitions socioéconomiques du sud du Québec. L'expression de ces visées d'expansion et de grandeur pour la nation québécoise se retrouve à maintes reprises dans les déclarations publiques des porte-paroles de la SDBJ. Fred H. Ernst, vice-président de la SDBJ de 1972 à 1977, dépeint à de nombreuses reprises la Baie-James comme la « terre du futur ». Le 26 mai 1975, devant un groupe d'entrepreneurs à la Caisse d'entraide éco-

nomique de Roberval-Saint-Félicien, Jacques Gauthier, directeur du département des relations publiques, avance comme Bourassa l'idée que l'avenir du Québec dépend de ce projet et que « la Baie-James est notre avenir ». Cette ambition de faire du Nord une terre tournée vers le progrès technique et vers l'avenir oriente les propos du premier ministre Bourassa dans son livre *La baie James*, où il avance que : « Pendant que les Américains et les Russes se lancent dans l'exploration de l'espace, il y a sur notre territoire, tout près de nous, à l'intérieur de nos frontières, un des plus beaux défis à relever : la conquête du Nord québécois [...] ».



Ouvriers à la Baie-James. (Rapport de la SEBJ, 1975).

NORDICITÉ RENOUVELÉE

Autant dans les journaux de la SEBJ et de la SDBJ que dans les prises de parole de leurs dirigeants, on présente le territoire de la Baie-James comme une terre grandiose, une contrée épique comparable à d'autres symboles géographiques comme les « lands écossais » ou « le désert du Sahara ». Ce territoire vaste, vierge et inhospitalier pourrait, pour les promoteurs du projet, être porteur d'un nouveau mode de vie, d'une vision de la nordicité renouvelée. À cet effet, on promet un nouveau style de vie qui serait caractéristique du territoire. En conférence devant les étudiants de Polytechnique, en 1972, le vice-président de la SDBJ, Fred H. Ernst, affirme ne pas seulement vouloir implanter sur le territoire des camps de travailleurs temporaires,

mais bien des villes à caractère permanent, de conception avant-gardiste où la vie serait attrayante et la population jeune, dynamique, maîtresse des structures décisionnelles et de son rythme de vie en dehors du travail. Ce dernier affirme également que certaines caractéristiques de la « vie indienne » pourraient être mises en pratique, comme la flexibilité des heures de travail, des équipes de travail au sein desquelles les rôles sont interchangeables et les responsabilités réparties selon ces conditions particulières.

Avec le recul, cette nouvelle conception de la vie nordique a certainement de quoi faire sourciller, compte tenu de son aspect utopiste quand on la met en relation avec la réalité des conditions de vie durant cette période. Malgré tout, le vice-président de la SDBJ affirme vou-

loir profiter de cette volonté d'expérimenter des utopies afin d'embrasser un projet d'ensemble qui n'a rien de commun avec les objectifs « ordinaires » d'un service public limité au seul domaine de l'énergie. Les prises de parole et les publications des instigateurs de cette entreprise en milieu nordique ont ceci en commun qu'elles mobilisent une conception renouvelée et moderne de la vie nordique, porteuse d'un développement intégré et diversifié du territoire qui ne repose pas uniquement sur l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi sur le développement d'un secteur tertiaire, celui du tourisme, et d'une vie culturelle. Dans ce même ordre d'idées, le journal *En Grande*, publié par la SEBJ, et *Le Jamésien*, publié par la SDBJ, contribuent à promouvoir auprès des travailleurs hydro-québécois une nouvelle



Campement des travailleurs à la Baie-James. (*Le Jamésien*, 1981).

perception de la vie en milieu nordique. Bien que *Le Jamésien* ait été principalement lu par les employés de la SDBJ, on sait que la portée d'*En Grande* dépassait le simple cercle des travailleurs de la Baie-James. Selon le rapport annuel de la SEBJ publié en 1974, *En Grande* sert de liaison avec une centaine de médias d'information partout au Québec, principalement des radios et des journaux. Selon le numéro d'août 1981, c'est en moyenne 21 500 exemplaires de ce bimensuel qui furent distribués en 1979, dont 7 000 à des abonnés en dehors du complexe. Le numéro spécial sur LG2, pour sa part, a été imprimé à 68 000 exemplaires. Il est de ce fait un important vecteur de représentations au sein de la société québécoise.

Dans des articles dressant le portrait d'employés exemplaires, on précise toujours à quel point ces derniers apprécient leur nouvelle vie sur les chantiers et dans les villes du Nord. On met l'accent sur ce qui caractérise ces villes, soit le froid, les paysages enneigés, les loisirs nordiques, la liberté accrue, l'absence de bouchons de circulation et autres aspects négatifs des milieux urbains du

Sud. Les témoignages que ces périodiques présentent de ces Néo-Norois sont toujours empreints d'un fort sentiment d'appartenance. À titre d'exemple, dans le numéro d'*En Grande* de février 1982, on dresse le portrait d'une enseignante d'histoire et du droit des affaires qui a décidé de quitter son emploi pour devenir agente de sécurité au complexe La Grande. Celle-ci s'étend longuement sur son appréciation de cet environnement et la liberté que lui procure sa nouvelle vie.

Les journaux abordent régulièrement le goût de l'aventure et des défis chez les employés venant s'installer dans cette nouvelle contrée. De même, ils réfèrent constamment à la figure des pionniers se frayant un chemin dans ces contrées inhospitalières, froides et désertes du Nord. Ils présentent ces derniers comme des gens qui s'adaptent et qui apprivoisent ce territoire en développant un intérêt pour la faune locale ou une passion pour la peinture de paysages de la taïga. Ces exemples témoignent de la ligne éditoriale des deux journaux en contraste avec la rudesse d'un territoire isolé, misant plutôt sur ses beautés. Par

ailleurs, ils relatent les conditions de vie plaisantes dans les nouveaux villages et les camps de travail, accentuant l'idée selon laquelle la vie dans le Nord est plutôt facile et qu'il vaut la peine de considérer un établissement permanent. De nombreux articles sont écrits sur l'école, les sorties scolaires, les scouts, les festivités de la Saint-Jean, les visites au chantier et les différents carnivals organisés sur les chantiers, comme le Carnaval de l'ours blanc à LG2, qui dépeignent la vie dans ces communautés comme étant lieux de vie communautaire et de loisirs. On met aussi beaucoup l'accent sur les manifestations culturelles comme les expositions, le théâtre, le cinéma et les activités communautaires qui sont organisées afin de démontrer qu'une vie culturelle est en émergence. Parallèlement à cette vision de la nordicité, les nombreuses cérémonies télévisées d'inauguration de barrages, dont celle de LG2 qui a atteint deux millions de téléspectateurs, ou les dossiers thématiques des grands quotidiens aident à nourrir d'images ce qui était l'inconnu géographique de la Baie-James dans l'imaginaire collectif des Québécois.

